

# INFORMATIONS MICRO-ÉCONOMIQUES

## Centrale des bilans

### Comptes annuels des sociétés non financières: résultats provisoires 2018

#### Principales observations

##### En 2018:

- La valeur ajoutée a augmenté de 3,4% : la progression a été deux fois plus rapide dans les petites firmes que dans les grandes ►
- La progression du résultat d'exploitation (+1,3%) a été ralentie par la hausse des coûts d'exploitation (+4%), en particulier celle des frais de personnel (+3,9%), qui reflète notamment la croissance de l'emploi (+1,9%) ►
- Les résultats des petites sociétés ont découlé presque exclusivement de l'exploitation alors que dans les grandes entreprises, des résultats financiers d'ampleur exceptionnelle ont été enregistrés ►
- Le taux d'imposition des résultats a baissé (-3 points de pourcentage), en réponse à la réforme de l'impôt des sociétés ►

#### Différences structurelles entre petites et grandes sociétés:

- 96% des entreprises sont petites (61% sont des microsociétés), mais plus de 70% de la valeur ajoutée et de l'emploi sont générés par les grandes firmes ►
- Le patrimoine des grandes sociétés est constitué à 38% d'investissements de nature financière (notamment des actions de sociétés liées) alors que celui des petites firmes est surtout composé d'actifs réels (46% pour les modèles micros, 35% pour les modèles abrégés) ►

- Le taux de renouvellement des actifs réels est plus faible dans les petites firmes, car elles investissent surtout dans les terrains et constructions, à durée de vie longue ►
- On trouve davantage de sociétés très endettées parmi les petites, mais la majeure partie des dettes est logée dans (un petit groupe) de grandes firmes ►

*Chaque année, la Banque nationale s'appuie sur les comptes annuels disponibles à l'automne<sup>1</sup> pour publier les premières observations concernant la situation des sociétés non financières.*

*Les résultats provisoires pour l'exercice 2018 s'appuient sur une population de quelque 291 000 entreprises, soit 82 % des entreprises ayant déposé des comptes pour l'exercice 2017. Comme la composition de cette population provisoire n'est pas la même que celle de la population totale, les évolutions entre 2017 et 2018 sont calculées à population constante : les résultats obtenus pour cette population constante sont notés 2017p et 2018p.*

*Pour la première fois depuis la modification des critères de taille définissant les grandes et les petites entreprises au sens comptable<sup>2</sup> en 2016, l'accent est mis sur les différences observées entre les firmes regroupées par modèle comptable. Les sociétés qui ont déposé un modèle complet sont reprises sous le vocable «grandes entreprises». Toutes les autres sociétés sont petites au sens de la loi comptable. Parmi celles-ci, on distingue le groupe des «petites sociétés qui déposent un modèle abrégé» et celui des «microsociétés», qui déposent un modèle micro. Il convient de noter que la modification des critères de taille a entraîné une modification significative de la structure de la population : le nombre de modèles complets est revenu de près de 20 000 à 15 500 unités entre 2015 et 2017 ; le nombre de modèles abrégés a chuté de 323 000 à 140 000 unités ; enfin, alors qu'ils étaient inexistantes en 2015, on comptait un peu plus de 200 000 modèles micros en 2017.*

1 Comptes annuels relatifs à l'exercice 2018, disponibles au 17/10/2019.

2 Pour une description des critères de taille, voir :

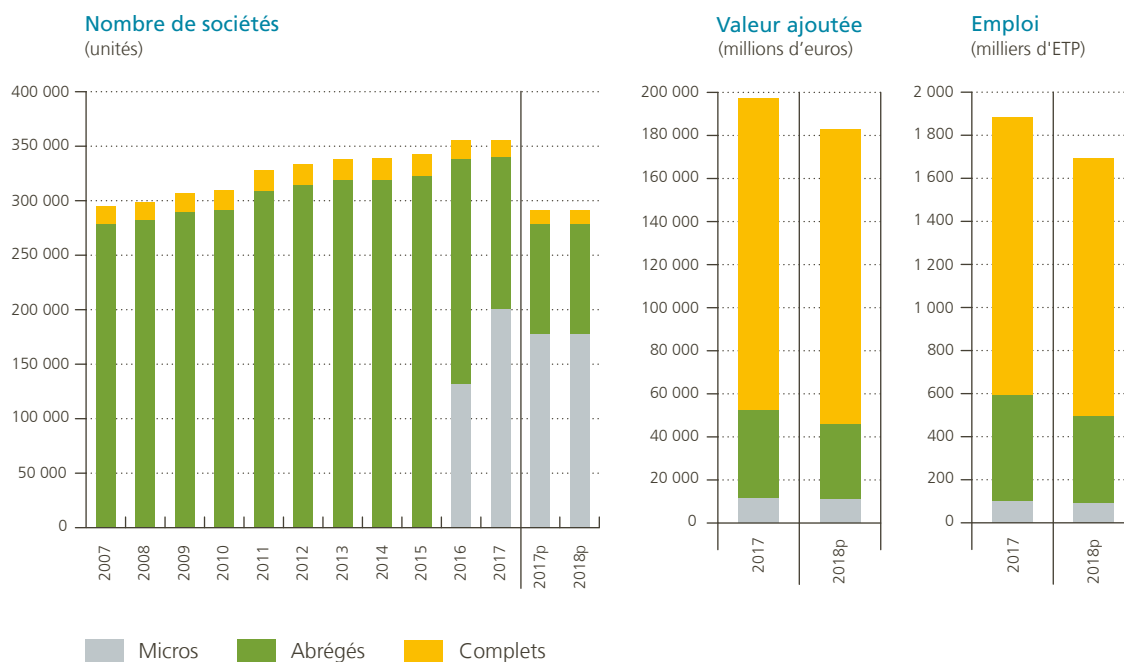
<https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans/etablir/criteres-de-taille/criteres-de-taille-pour-les-entreprises>

## 1. Population d'analyse

*Les microsociétés sont très nombreuses, mais plus de 70 % de la valeur ajoutée et de l'emploi sont générés par les grandes firmes.*

Graphique 1

Nombre de sociétés, valeur ajoutée et emploi dans la population d'analyse



Source: BNB.

Sur les 291 107 firmes que compte la population provisoire en 2018, 95,7 % sont petites au sens de la loi comptable ; 61 % sont des microsociétés, soit des petites entreprises dont le volume d'activité et d'emploi est limité, sans lien de parenté avec une filiale ou une société mère.

Par définition, les microsociétés occupent peu de travailleurs : elles n'emploient que 5,5 % du volume d'emploi mesuré en équivalents temps plein, contre 23,8 % pour les firmes déposant un modèle abrégé et 70,6 % pour les grandes.

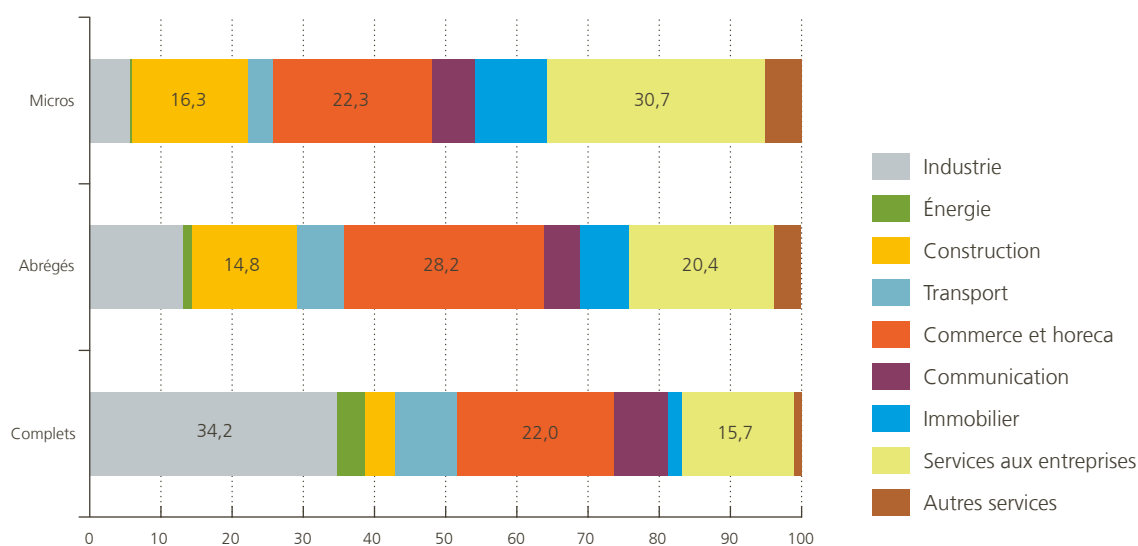
En termes de valeur ajoutée, la contribution des microsociétés est légèrement plus importante, avec 6,1 % du total en 2018, contre 19,1 % pour les petites firmes déposant un modèle abrégé et 74,8 % pour les grandes.

Plus d'un tiers des grandes firmes sont spécialisées dans l'industrie; dans les petites, les activités de services, notamment les services aux entreprises et le commerce, sont largement prédominantes.

## Graphique 2

### Répartition de la valeur ajoutée, 2018p

(% du total)



Source: BNB.

Dans les microsociétés, les services aux entreprises fournissent 30,7 % de la valeur ajoutée, suivis du commerce, avec 22,3 % – dont 7,5 % pour l'horeca et 7,2 % pour le commerce de détail – et de la construction, avec 16,3 %.

Dans les petites firmes déposant un modèle abrégé, 28,2 % de la valeur ajoutée provient du commerce – dont 11,8 % pour le commerce de gros et 8,8 % pour le commerce de détail –, 20,4 % des services aux entreprises et 14,8 % de la construction.

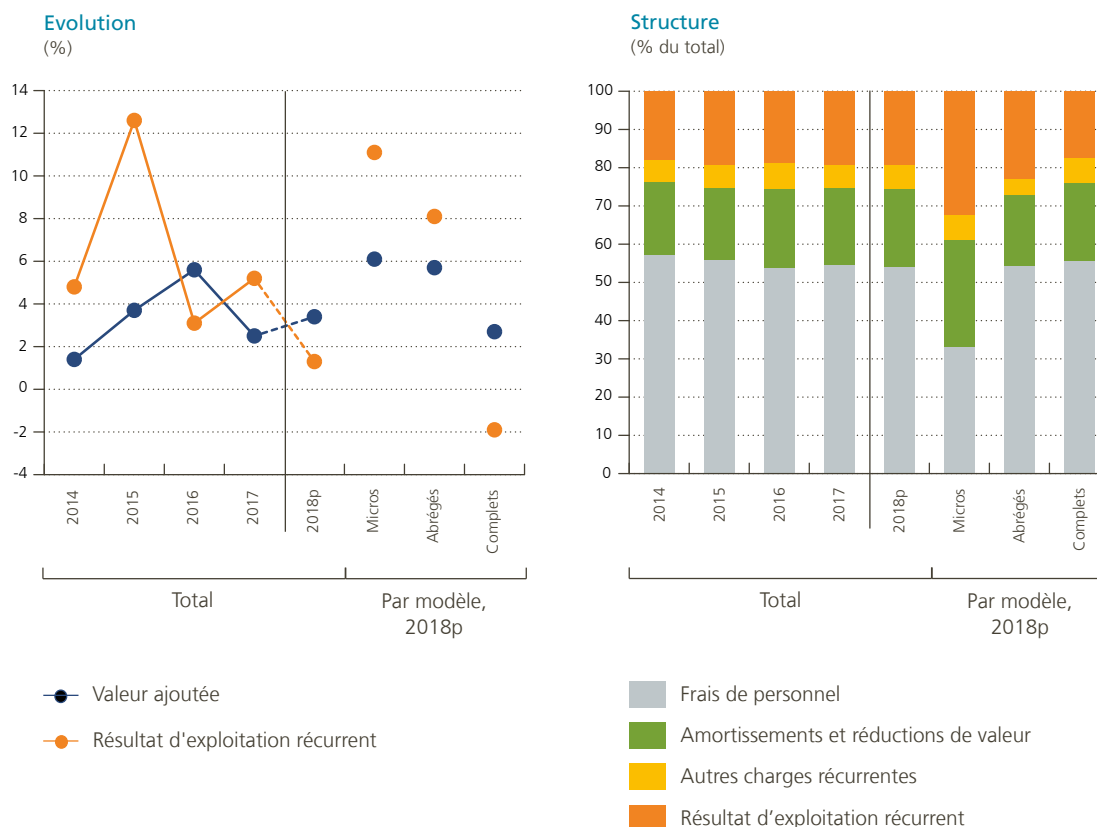
Plus d'un tiers de la valeur ajoutée des grandes firmes provient de l'industrie, 22 % du commerce – dont 13 % pour le commerce de gros – et 15,7 % des services aux entreprises.

## 2. De la valeur ajoutée au résultat de l'exercice

*La valeur ajoutée a augmenté de 3,4 % en 2018; la hausse est plus marquée dans les petites firmes que dans les grandes.*

Graphique 3

### Compte d'exploitation : principaux agrégats



Source : BNB.

La valeur ajoutée a augmenté de 3,4 % en 2018. La contribution des grandes firmes est prépondérante (près de 60 % du total) étant donné leur taille, même si la valeur ajoutée a augmenté plus lentement dans ce groupe (2,7 %) que dans les deux catégories de petites sociétés (près de 6 %).

Les comptes des grandes sociétés – plus détaillés – montrent que la hausse de la valeur ajoutée a été circonscrite par la croissance plus lente des ventes (4,6 % en 2018, contre 6,1 % en 2017), alors que le coût des achats a continué d'augmenter à un rythme assez soutenu (5,3 % en 2018, contre 6,7 % en 2017).

Toutes les branches des services ont contribué à la progression de la valeur ajoutée, en particulier celle des services aux entreprises (pour un tiers du total), de même que l'industrie manufacturière – surtout portée par la pharmacie et l'industrie alimentaire – et la construction. En revanche, la valeur ajoutée a reculé dans la branche de l'énergie.

*La progression des charges d'exploitation – en particulier celle des frais de personnel – a été plus rapide que celle de la valeur ajoutée, limitant la croissance du résultat d'exploitation.*

Les frais de personnel, qui représentent la principale utilisation de la valeur ajoutée (54 % en 2018), ont augmenté de 3,9 % – contre 3,6 % en 2017 –, en raison notamment d'un accroissement du volume de travail de 1,9 % en 2018. Cette dernière hausse est légèrement plus importante que celle des deux années précédentes, où la croissance annuelle s'était élevée à 1,7 %.

Les amortissements et réductions de valeur (21 % de la valeur ajoutée en 2018) ont augmenté de 3,6 %, soit la progression la plus importante des cinq dernières années si on excepte 2016, année au cours de laquelle la hausse avait reflété des modifications du régime comptable appliqué aux amortissements des frais de recherche et de développement.

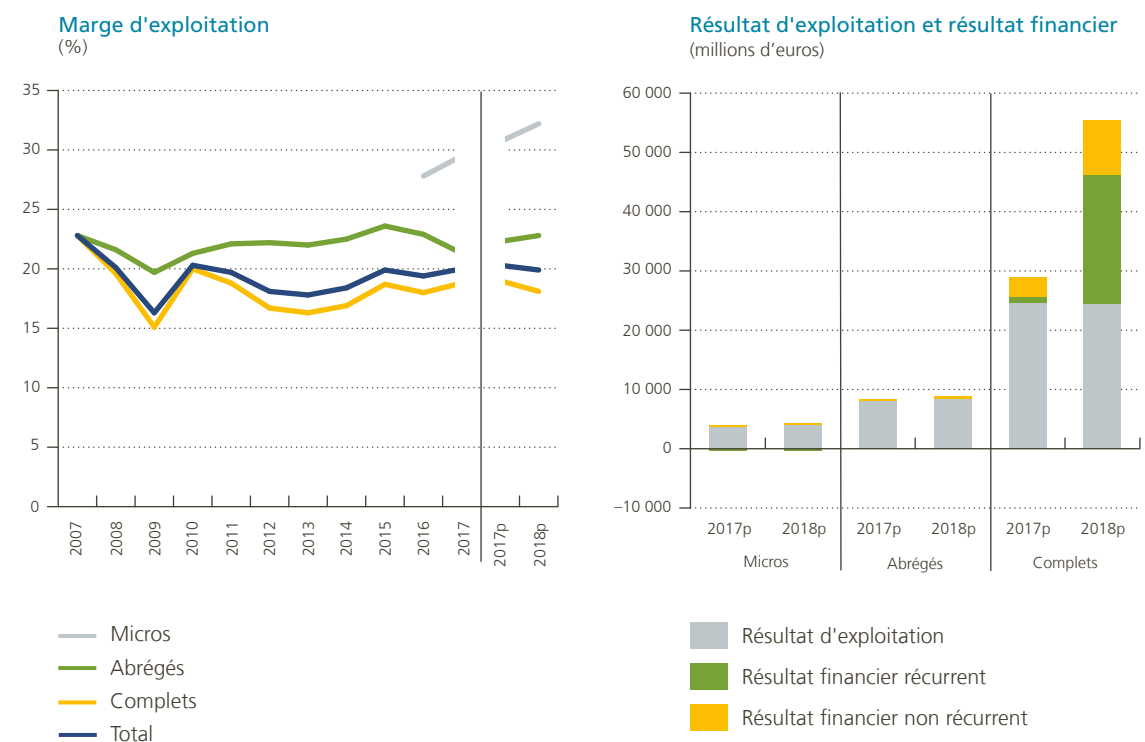
Au total, la progression des charges d'exploitation récurrentes a été supérieure à celle de la valeur ajoutée, pesant dès lors sur la croissance du résultat d'exploitation récurrent: celle-ci s'est élevée à 1,3 % en 2018, en net retrait par rapport aux taux enregistrés au cours des années précédentes. Si on tient compte du résultat d'exploitation non récurrent, qui est faible, la progression est de 1,5 %.

Dans les microsociétés, la part de la valeur ajoutée consacrée aux charges d'exploitation est plus faible que dans les autres groupes, ouvrant la voie à un résultat d'exploitation proportionnellement plus important. La répartition des charges par nature est aussi très différente: les microsociétés ne consacrent qu'un tiers de leur valeur ajoutée à la rémunération de leurs salariés (contre plus de 55 % dans les deux autres groupes) et 29 % aux amortissements et réductions de valeur (contre 19 % dans les deux autres groupes).

Les résultats des petites sociétés sont presque exclusivement issus de l'exploitation, alors que ceux des grandes proviennent en (majeure) partie de la gestion financière.

Graphique 4

Marge d'exploitation et résultats



Les différences dans la dynamique de génération des résultats annuels sont marquées entre les différents groupes de taille, tant au niveau du processus d'exploitation, qu'au niveau de la gestion financière.

La marge d'exploitation est d'autant plus élevée que les entreprises sont petites. En 2018, elle a encore progressé dans les microsociétés et dans les petites firmes qui déposent un modèle abrégé, alors qu'elle s'est contractée dans les grandes sociétés.

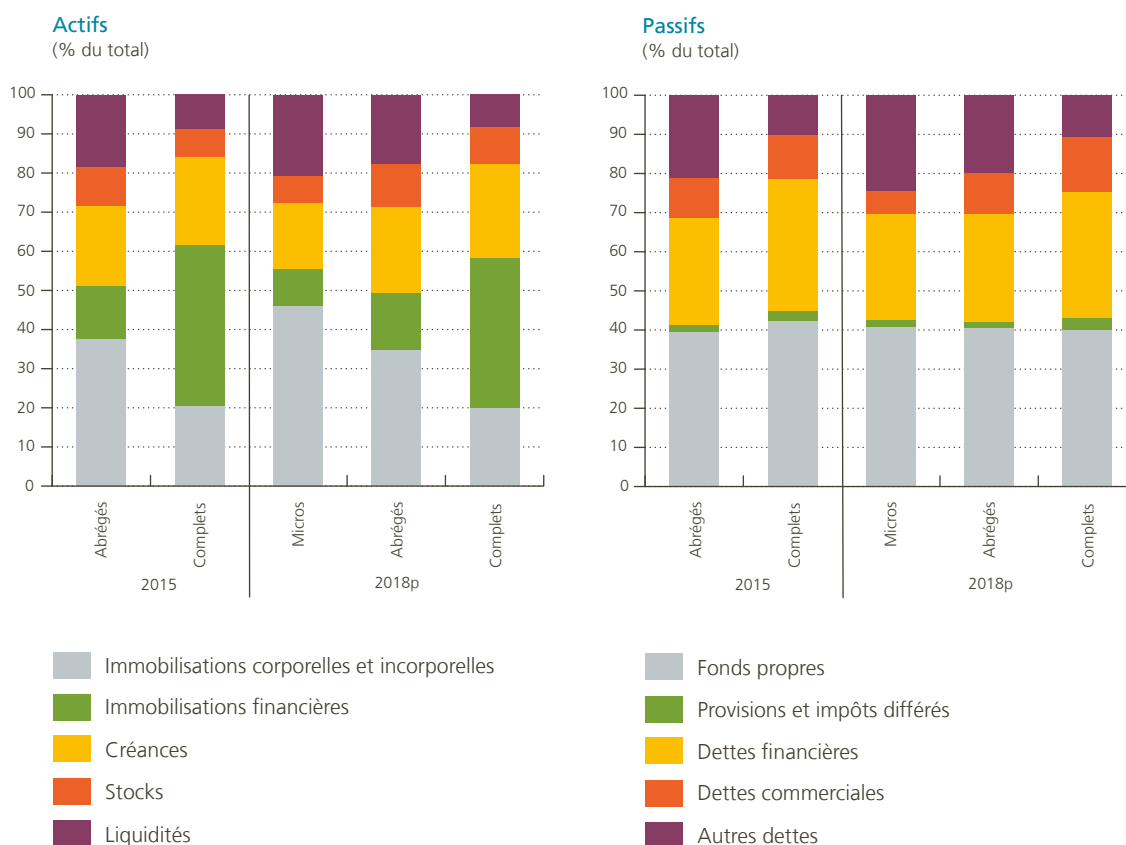
Au niveau du résultat financier, on constate que les microsociétés enregistrent généralement des pertes financières – d'ampleur limitée – tandis que les petites firmes qui déposent un modèle abrégé dégagent généralement des bénéfices, eux aussi limités. Dans les grandes entreprises, les résultats financiers sont volatils, notamment parce que le solde des produits et des charges non récurrents – souvent liés à des plus-values ou à des moins-values réalisées lors de la vente d'immobilisations financières – peut ponctuellement être largement positif ou négatif. En 2018, par exemple, certaines grandes sociétés ont enregistré des produits financiers non récurrents considérables. De plus, les résultats financiers récurrents ont eux aussi fortement progressé. Par conséquent, le résultat de l'exercice 2018 (avant impôts) a quasiment doublé par rapport à celui de 2017 pour ce groupe de sociétés.

### 3. Structure des actifs et des passifs

*Les actifs financiers sont largement représentés dans le patrimoine des grandes entreprises, alors que celui des plus petites firmes est surtout composé d'actifs réels et de liquidités.*

Graphique 5

#### Structure du bilan



Source: BNB.

Si les grandes firmes dégagent des résultats financiers non négligeables, c'est parce que les actifs financiers représentent une proportion importante de leur patrimoine (38 % en 2018). Ces immobilisations financières prennent la forme d'actions et/ou de créances vis-à-vis d'entreprises avec lesquelles le déclarant entretient des liens de participation (société mère ou filiale), ou vis-à-vis de firmes non liées dans lesquelles le déclarant investit à long terme.

Plus les entreprises sont petites, plus la part des immobilisations financières est faible. Dans les microentreprises, elle s'élève à moins de 10 %. L'éventail des actifs qui entrent dans la catégorie des immobilisations financières y est en effet limité, puisque les microsociétés n'entretiennent par définition aucun lien de participation.



En revanche, les immobilisations corporelles – soit les actifs physiques destinés à être utilisés dans le processus de production des biens ou des services, dans la gestion administrative de l'entreprise, ou susceptibles d'être loués à des tiers – sont particulièrement importantes dans les microsociétés. Elles représentent 46 % du total du bilan de ce groupe, contre 35 % dans les petites firmes déposant un modèle abrégé et seulement 20 % dans les grandes entreprises. Les microsociétés détiennent aussi une partie importante de leurs avoirs sous forme de liquidités: 21 % de leurs actifs sont ainsi constitués de placements de trésorerie et/ou de valeurs disponibles, contre 18 % pour les firmes déposant un modèle abrégé et à peine 8 % pour les grandes entreprises.

*Au niveau des passifs, les groupes d'entreprises se différencient par la nature des dettes envers les tiers.*

Du côté des passifs, la part des capitaux propres dans le total du bilan est proche de 40 % dans chacun des trois groupes d'entreprises. Le reste du bilan est composé de dettes envers les tiers, qu'il s'agisse de partenaires commerciaux, financiers, ou d'autres créanciers. C'est ici que les trois groupes de sociétés se différencient.

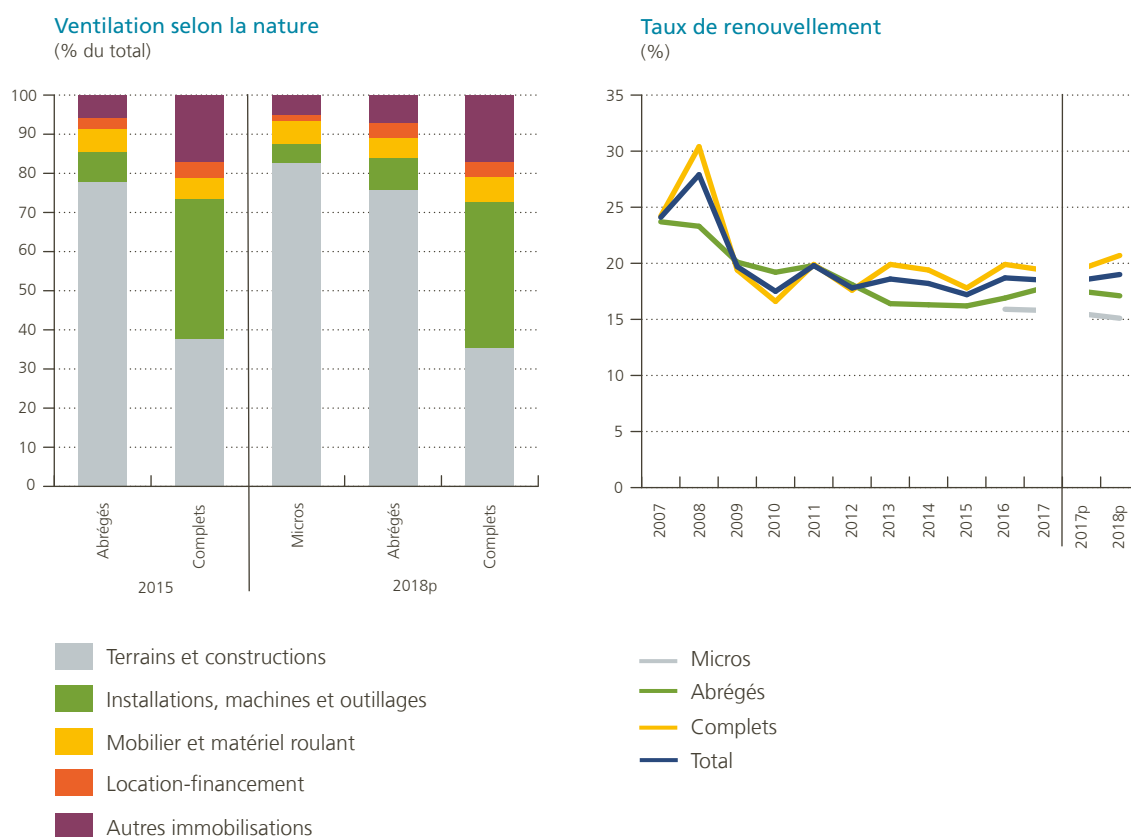
L'endettement des grandes firmes est surtout constitué de dettes financières (32 % du total de leur bilan) et de dettes commerciales (14 %). Les microsociétés n'ont en revanche que peu de dettes commerciales: leur faible pouvoir de négociation ne leur permet pas de se financer par ce biais, surtout à leurs débuts, lorsqu'elles doivent convaincre leurs partenaires qu'elles sont des interlocuteurs fiables. Elles se financent par le biais à la fois de dettes financières (27 % du total de leur bilan) et d'« autres dettes » (24 %). Ces dernières couvrent probablement dans de nombreux cas des avances accordées par un associé. Les entreprises qui déposent un modèle abrégé occupent une situation intermédiaire.

## 4. Investissements

*Le rythme de renouvellement des immobilisations corporelles est plus lent dans les microsociétés, car elles investissent prioritairement dans des actifs à durée de vie plus longue.*

Graphique 6

### Immobilisations corporelles



Source : BNB.

Les immobilisations corporelles des petites sociétés sont essentiellement composées de terrains et de constructions. Leur part s'élève à 83 % du total pour les microsociétés et à 76 % pour les firmes qui déposent un schéma abrégé. En revanche, dans les grandes entreprises – davantage spécialisées dans l'industrie manufacturière et l'énergie, qui requièrent des équipements importants –, on trouve en proportion similaire les terrains et constructions (35 % du total) et les installations, machines et outillage (37 %), complétées par les autres immobilisations (17 %). Plus de la moitié de ces dernières sont des immobilisations en cours, soit des travaux non encore achevés à la clôture de l'exercice, dont la valeur est estimée sur la base des phases déjà réalisées et/ou des acomptes versés.

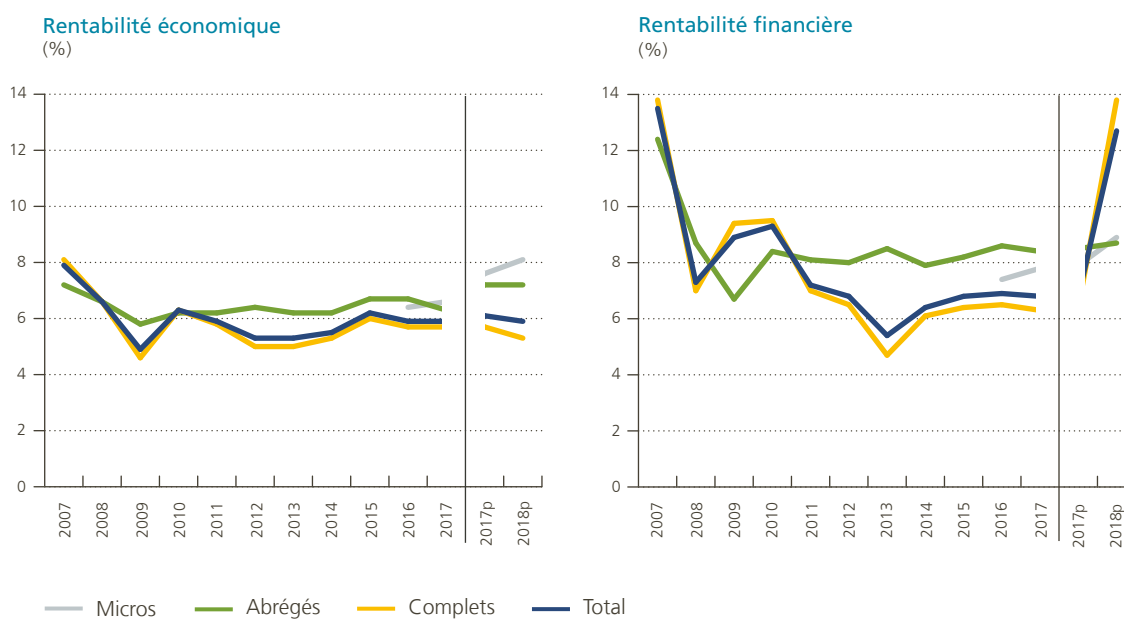
La propension des petites entreprises à investir dans l'immobilier se traduit par un taux de renouvellement des immobilisations corporelles plus faible, puisque ces investissements sont par nature plus durables. Ainsi, en 2017, le taux de renouvellement observé dans les microsociétés était de 2 points de pourcentage inférieur à celui enregistré dans les grandes firmes. Le différentiel est un peu moins grand pour les petites entreprises déposant un modèle abrégé. Les données disponibles pour 2018 montrent que l'indicateur s'est inscrit en baisse dans les deux groupes de petites sociétés, tandis qu'une progression était observée dans les grandes.

## 5. Rentabilité

*Les différences dans la nature et l'ampleur des flux de revenus et de dépenses expliquent les divergences d'évolution des indicateurs de rentabilité observés en 2018 dans les différents groupes de sociétés.*

Graphique 7

### Rentabilité



Source : BNB.

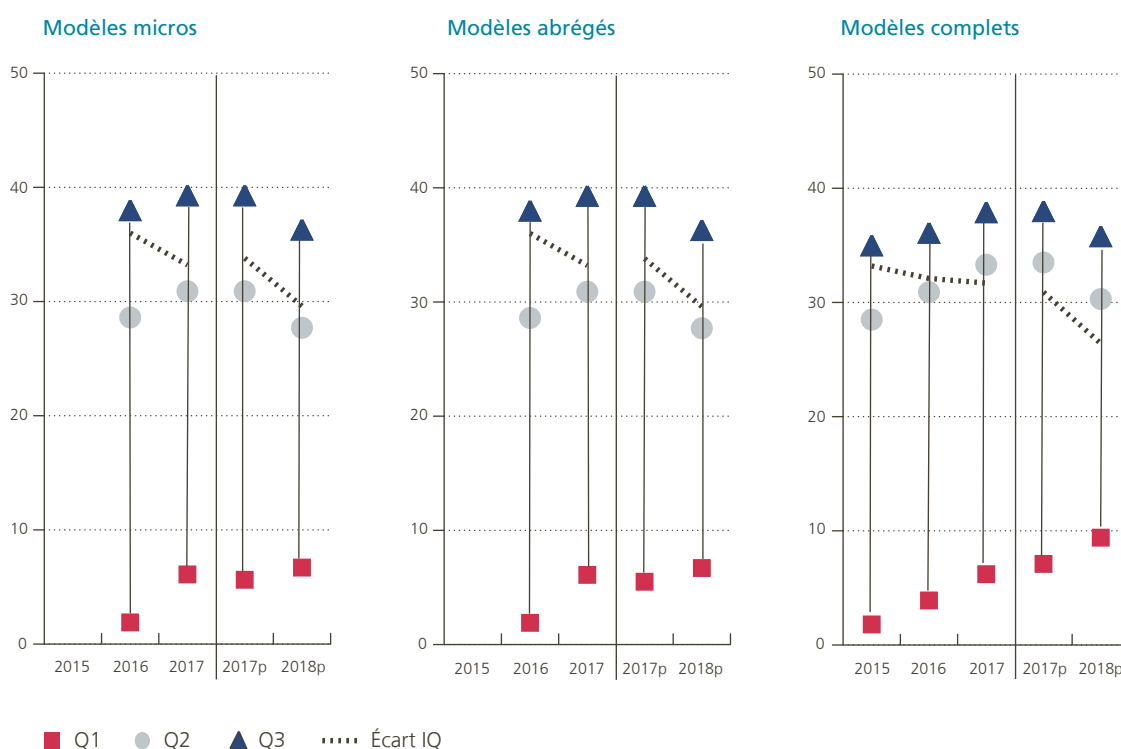
Les grandes entreprises éprouvent plus de difficultés à générer du profit au départ de leur activité d'exploitation, comme en témoigne l'indicateur de rentabilité économique, dont le niveau calculé pour ce groupe est inférieur à celui observé pour les deux autres. En 2018, cet indicateur s'est en outre inscrit en léger recul pour les grandes firmes. En revanche, leur taux de rentabilité financière – largement influencé par la progression des résultats financiers décrite ci-dessus – a doublé.

Les évolutions des deux indicateurs de rentabilité sont davantage en ligne pour les petites firmes : ils ont tous deux progressé dans les microsociétés en 2018 et sont restés pratiquement inchangés dans celles qui déposent un modèle abrégé.

*La réforme de l'impôt des sociétés a produit ses premiers effets : la distribution des taux d'imposition implicites observés s'est resserrée.*

Graphique 8

Taux d'imposition implicites (%): distribution des observations



Source: BNB.

En 2018, la réforme de l'impôt des sociétés<sup>1</sup>, en abaissant le taux d'imposition de base et la contribution complémentaire de crise, a permis de soutenir la rentabilité financière des entreprises, puisque cet indicateur est calculé au départ du résultat après impôts. Même si la réforme de l'impôt n'était pas encore complètement implémentée en 2018, elle a déjà produit des effets mesurables : les montants versés par les entreprises au titre d'impôts sur le résultat ont reculé de 3,2 % entre 2017 et 2018, et la valeur médiane<sup>2</sup> du taux d'imposition

1 La réforme de l'impôt des sociétés est complexe et comprend un ensemble de mesures touchant de manière inégale les entreprises. Ainsi, le taux de base de l'impôt des sociétés est revenu de 33 à 29 % (il retombera à 25 % en 2020). La contribution complémentaire de crise, qui s'ajoute au taux de base, est revenue de 3 à 2 % en 2018 (elle sera supprimée en 2020). Les petites entreprises au sens du code des sociétés bénéficient d'un taux de base réduit de 20 % pour la première tranche de 100 000 €. En revanche, un impôt minimum a été introduit pour les sociétés dont le bénéfice est supérieur à 1 million d'euros, qui ne peuvent plus bénéficier entièrement de certaines déductions fiscales au-delà de ce montant, de sorte qu'un taux d'imposition minimum de 7,5 % s'applique aux bénéfices imposables supérieurs à ce seuil. Pour un aperçu plus complet des mesures en cours et à venir, voir par exemple : <https://www.bdo.be/fr-be/actualites/2019/reforme-de-l-impot-des-societes-point-sur-les-mesures-en-vigueur-et-aperçu-des-mesures-a-venir>

2 Si on ordonne la distribution des taux observés par ordre croissant, la médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales. Concrètement, cela signifie que le taux d'imposition observé était inférieur à cette valeur pour la moitié des entreprises de la population.

implicite (notée Q2 sur le graphique 8) est revenue de 31 % à 27,9 %, soit un recul de 3 points de pourcentage. La baisse est d'ampleur comparable pour chacun des trois groupes de firmes.

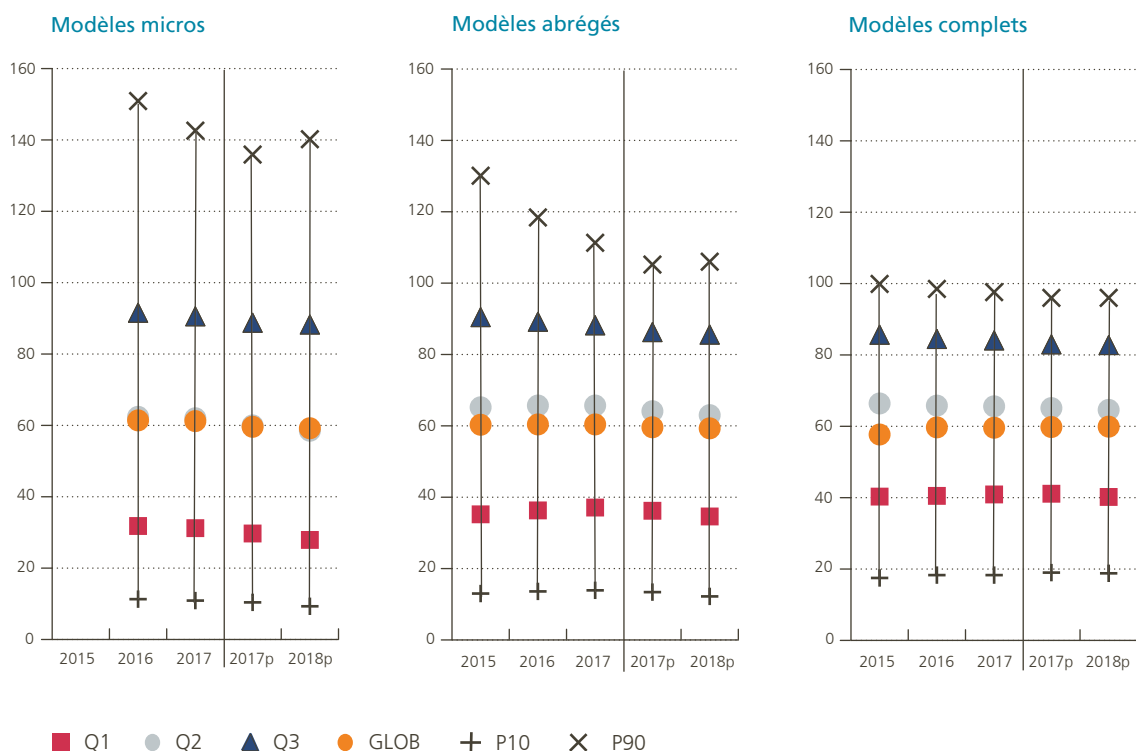
On observe également un resserrement de la distribution des valeurs individuelles, mesuré par l'écart entre les valeurs observées aux 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> quartiles. D'une part, l'application d'un taux minimal d'imposition des résultats dépassant un certain seuil a contribué à relever les valeurs observées dans la partie inférieure de la distribution. Les grandes entreprises, qui dégagent généralement des résultats plus importants en valeur absolue, ont été les plus pénalisées : dans ce groupe, la valeur observée au 1<sup>er</sup> quartile (Q1) a grimpé de 7,1 à 9,4 % entre 2017 et 2018. D'autre part, comme les petites sociétés peuvent bénéficier d'un taux réduit sous certaines conditions, on observe également un abaissement des valeurs observées dans la partie supérieure de la distribution. Dans les microsociétés comme dans les petites firmes qui déposent un modèle abrégé, la valeur observée au 3<sup>e</sup> quartile (Q3) a reculé de 3 points de pourcentage environ.

## 6. Endettement

*Davantage de sociétés très endettées parmi les petites firmes...*

Graphique 9

Degré d'endettement (%): distribution des observations



Source : BNB.

Le taux d'endettement moyen tourne autour de 60 % dans chacun des trois groupes de sociétés, mais la distribution des observations montre qu'il n'est pas rare que le montant des dettes dépasse le total du bilan. Ce phénomène est observé lorsque les capitaux propres sont négatifs, ce qui témoigne généralement de pertes cumulées et pose la question de la continuité de l'activité<sup>1</sup>.

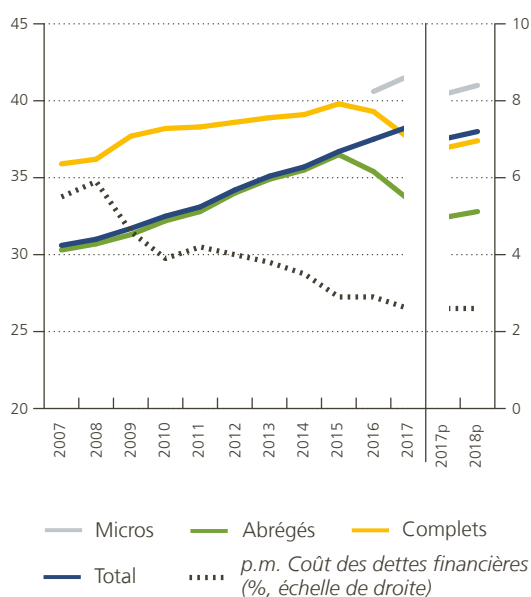
Un peu moins de 10% des grandes firmes sont dans cette situation, mais la proportion est nettement plus importante parmi les petites firmes. Ainsi, 10 % des microsociétés enregistreraient un taux d'endettement proche de ou supérieur à 140 % en 2018 (soit la valeur observée en P90 dans le graphique 9). Dans ces sociétés, le montant des capitaux propres, négatif, avoisine ou dépasse 40 % du total des actifs. Dans les petites firmes qui déposent un modèle abrégé, la situation des entreprises les plus endettées s'est améliorée ces dernières années: la valeur observée en P90 a considérablement baissé, retombant de 130 à 111 % entre 2015 et 2017. Elle se serait stabilisée en 2018.

... mais pour des montants nettement plus réduits que dans les grandes.

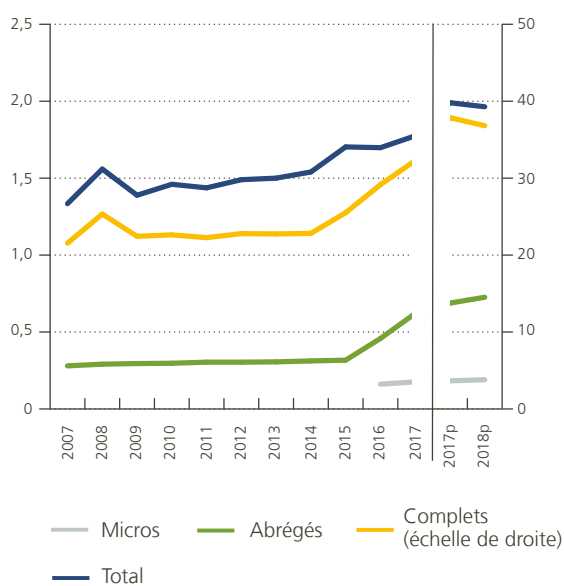
## Graphique 10

### Dettes financières

Nombre d'entreprises sans dettes financières  
(% du total, sauf mention contraire)



Dettes moyennes dans les entreprises avec dettes financières  
(millions d'euros)



Source: BNB.

<sup>1</sup> Selon le Code des sociétés, la procédure dite de la sonnette d'alarme est enclenchée dès que l'actif net devient inférieur à la moitié du capital (sociétés anonymes) ou quand l'actif net risque de devenir ou est devenu négatif (sociétés coopératives, sociétés à responsabilité limitée). Elle entraîne la convocation de l'assemblée générale, qui doit décider de la dissolution de la société ou de mesures destinées à assurer sa continuité.

Même si certaines petites sociétés s'endettent pour couvrir des pertes cumulées, il n'en reste pas moins que les dettes les plus importantes en valeur absolue sont concentrées dans les grandes firmes : trois quarts de l'encours total des dettes étaient logés dans les grandes entreprises en 2018. Pour les seules dettes financières, cette proportion passe même à environ 80 %.

La tendance baissière des taux d'intérêt au cours de la dernière décennie a pu inciter un nombre croissant d'entreprises à s'endetter (davantage). On observe en effet que le coût des dettes financières (calculé pour les grandes firmes) est revenu de 6 % en 2008 – au plus fort de la crise – à 2,6 % en 2017, niveau qu'il a conservé en 2018.

Au cours de la même période, le nombre d'entreprises ayant des dettes financières en cours a augmenté de 8 %. Cette progression est cependant restée inférieure à celle du nombre total d'entreprises (qui a grimpé de 21 %), de sorte que la proportion d'entreprises sans dettes financières a augmenté : elle est passée de 32,5 à 38,3 % entre 2007 et 2017, et a encore gagné un demi-point de pourcentage en 2018.

L'encours des dettes financières a quant à lui progressé de 43 % au cours de la décennie écoulée. La dette moyenne par entreprise endettée a dès lors crû de 1,3 à 1,8 million d'euros en une dizaine d'années. Peu de changements ont été enregistrés en 2018.

La dette moyenne dans les grandes firmes est nettement plus élevée que dans les petites. Son niveau est resté très stable, proche de 22 millions d'euros jusqu'en 2014, sauf en 2008 lorsque la crise financière a provoqué des difficultés de trésorerie ponctuelles et, dès lors, un recours accru à l'emprunt. Depuis 2015, une progression marquée s'est dessinée, portant graduellement le niveau de la dette moyenne à plus de 32 millions d'euros en 2017. Cette tendance est sans doute en partie biaisée par la modification de la population des grandes firmes consécutive aux changements dans les critères de taille intervenus en 2016. La hausse du niveau de la dette moyenne a néanmoins précédé cette modification. Le recours des grandes firmes à l'endettement financier avait en effet déjà bondi de 12 % en 2015, dont une progression de 21 % pour les seuls crédits bancaires. L'examen des données individuelles montre qu'une partie non négligeable de cette hausse provient d'une grande entreprise qui concentre à elle seule environ 10 % des dettes financières de l'ensemble des entreprises.

## Annexe

### Caractéristiques des populations d'analyse en 2017

#### Valeurs absolues

	Nombre d'entreprises (unités)	Emploi (unités, en ETP)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	Valeur ajoutée (millions d'euros)	Capitaux propres (millions d'euros)	Dettes financières (millions d'euros)
<b>Population totale (2017)</b>						
Micros	200 355	103 668	n.	11 503	28 409	20 556
Abrégés	140 044	492 649	n.	40 829	83 663	57 709
Complets	15 471	1 286 839	765 127	144 768	378 054	311 552
<b>Total</b>	<b>355 870</b>	<b>1 883 156</b>	<b>n.</b>	<b>197 100</b>	<b>490 125</b>	<b>389 817</b>
<b>Population constante (2017p)</b>						
Micros	178 507	90 654	n.	10 586	28 475	19 425
Abrégés	100 212	394 517	n.	33 102	69 260	46 572
Complets	12 388	1 179 918	691 845	133 399	346 934	295 857
<b>Total</b>	<b>291 107</b>	<b>1 665 089</b>	<b>n.</b>	<b>177 087</b>	<b>444 669</b>	<b>361 854</b>

#### Valeurs moyennes, par entreprise

	Emploi (unités, en ETP)	Chiffre d'affaires (euros)	Valeur ajoutée (euros)	Capitaux propres (euros)	Dettes financières (euros)
<b>Population totale (2017)</b>					
Micros	0,5	n.	57 412	141 792	102 596
Abrégés	3,5	n.	291 545	597 403	412 080
Complets	83,2	49 455 546	9 357 405	24 436 273	20 137 812
<b>Total</b>	<b>5,3</b>	<b>n.</b>	<b>553 855</b>	<b>1 377 258</b>	<b>1 095 392</b>
<b>Population constante (2017p)</b>					
Micros	0,5	n.	59 305	159 520	108 820
Abrégés	3,9	n.	330 316	691 132	464 735
Complets	95,2	55 848 020	10 768 368	28 005 664	23 882 526
<b>Total</b>	<b>5,7</b>	<b>n.</b>	<b>608 321</b>	<b>1 527 512</b>	<b>1 243 027</b>

#### Contribution au total (pourcentages)

	Nombre d'entreprises	Emploi	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Capitaux propres	Dettes financières
<b>Population totale (2017)</b>						
Micros	56,3	5,5	n.	5,8	5,8	5,3
Abrégés	39,4	26,2	n.	20,7	17,1	14,8
Complets	4,3	68,3	n.	73,4	77,1	79,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>n.</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Population constante (2017p)</b>						
Micros	61,3	5,4	n.	6,0	6,4	5,4
Abrégés	34,4	23,7	n.	18,7	15,6	12,9
Complets	4,3	70,9	n.	75,3	78,0	81,8
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>n.</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : BNB.